

HORS SÉRIE
SPÉCIAL ÉLECTION
LÉGISLATIVE PARTIELLE

l'Éveil

Journal du Parti communiste de Saint Quentin et sa région

Le choix de la lutte

Pour porter la colère et les luttes populaires

→ Le vote communiste

VOTEZ CORINNE BÉCOURT

VOTRE DÉPUTÉE COMMUNISTE
POUR L' AISNE

Les Voix de la Colère



remplaçant :
**OLIVIER
TOURNAY**

13 M
20 A
2016 R
S

10 AXES POUR CHANGER LA DONNE

“ Qui sème la misère,
récolte la colère ! ”

Mesdames, Messieurs,

Le PCF Saint-Quentin et les communistes du Saint-Quentinois m'ont désignée, avec Olivier Tournay comme remplaçant, pour être candidate à la législative des 13 et 20 mars. Je les remercie de leur confiance. J'ai conscience de l'importance de cette élection, même partielle. Je dois faire face aux relais locaux de la politique antisociale de Hollande et Valls, aux héritiers de Xavier Bertrand, ministre du chômage sous Sarkozy, aux sordides opportunistes du FN...

J'ai accepté d'être candidate parce que je suis communiste et je veux vous dire brièvement pourquoi je le suis.

Je suis communiste parce que **62 familles dans le monde possèdent davantage que 3,7 milliards d'êtres humains, parce que 100 familles en France, qui ne cessent de s'enrichir, détiennent 320 milliards d'euros, quand 10 millions de Français sont au chômage et aux minima sociaux.** Cela, je ne l'accepte pas.

Je suis communiste parce que je suis révoltée. Je l'ai toujours été depuis que j'ai dû travailler à 15 ans comme «bonne à tout faire» dans les familles bourgeoises de Lille. Je suis révoltée en pensant à toutes celles qui comme moi ont élevé leurs enfants, seules, dans les plus grandes difficultés matérielles. Ma fille et mes deux fils, mes trois petits-enfants, sont aujourd'hui heureux, vivent à Saint-Quentin, et j'en suis fière.

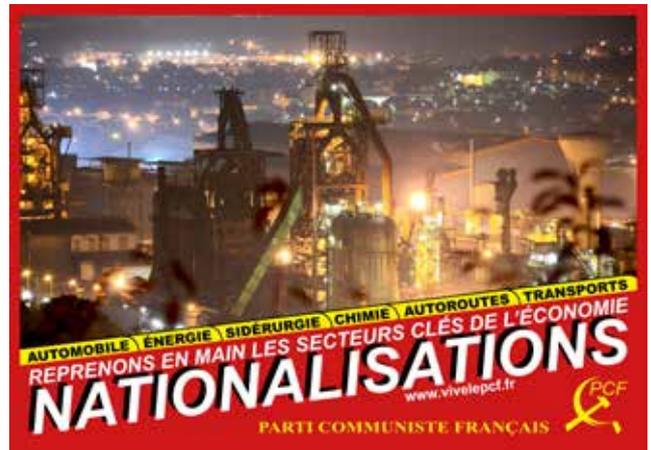
Je suis révoltée par tout ce que je vois dans mon activité de travailleuse sociale, par l'extrême détresse de familles qui veulent rester dignes, malgré tout, mais que les

fermetures d'usine, la dégradation des services publics, la misère frappent si durement et que le système met à l'écart. Je suis révoltée aussi, comme militante pour le droit au logement, devant ces retraités notamment, ces familles menacés d'expulsion parce qu'ils ne peuvent plus faire face aux traites.

Mais je ne suis pas que révoltée : je suis aussi militante pour que cela change, militante communiste. Cet engagement, je le dois, entre autres, à Georges Marchais et localement à Claude et Jean-Luc Tournay. Ils m'ont montré comment ouvriers, travailleurs, nous pouvons agir quand nous prenons les choses en main nous-mêmes, quand nous ne laissons pas la réflexion politique à des professionnels, quand nous partons des situations du quotidien.

Aujourd'hui, ma solidarité va aux syndicalistes de Goodyear, «coupables» d'avoir refusé le chantage patronal à l'emploi, dénoncé le plan de délocalisation de la multinationale, de ne pas être tombés dans les entourloupes de Hollande ou Montebourg. Avec mes camarades, nous prenons part à la mobilisation pour leur relaxe après leur condamnation scandaleuse à des peines de prison. Nous luttons avec les cheminots de Saint-Quentin et de Tergnier, avec les usagers, contre la privatisation du rail et ses conséquences, avec le monde de l'école contre les fermetures de classe, avec les agriculteurs contre les directives européennes etc. La liste de nos actions est longue. Le document que vous avez entre vos mains essaie de les résumer.

L'élection partielle du 13 mars sera une occasion d'exprimer sa volonté de rupture réelle avec la politique qui sert les intérêts des possédants et l'Union Européenne. Personne ne pourra le faire en votant pour la candidate PS, Anne Ferrera, ou pour ses satellites. Ils conservent sans doute quelques valeurs de gauche mais, comme des clignotants,



ils alternent soutien au gouvernement et recherche de quelques places, sur fond de collaboration de classe. Le monde du travail peut et doit exprimer également son rejet, notamment devant les menaces dans la nouvelle «grande région», des choix d'austérité de Xavier Bertrand et successeurs. **Chez nous particulièrement, la démagogie «sociale» des bourgeois du FN, leur discours de division des travailleurs, doivent être contrés résolument.**

Voilà pourquoi, très franchement, je vous demande de voter pour les candidats qui portent les couleurs du monde du travail, les candidats du PCF, Olivier Tournay et moi-même. Mieux, je vous invite à bien prendre connaissance de nos combats et à vous y joindre.

Bien à vous,
Corinne Bécourt

1 AVION RAFALE = 150 MILLIONS D'€
SOIT 12 000 SMIC ANNUELS NET

DE L'ARGENT
POUR LES
SALAIRES

PAS POUR
LA GUERRE



En votant communiste, ouvriers, employés,
paysans, retraités, jeunes, chômeurs,
Faites vous entendre, faites entendre vos luttes !

1

POUR L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES

CONTRE LE CHÔMAGE ORGANISÉ ET LES CONTRATS PRÉCAIRES !

Dans la 2ème circonscription de l'Aisne, seule une personne sur deux en âge de travailler a un emploi. Selon les secteurs, les chiffres du chômage varient de 10 à plus de 50% et la tendance est toujours à la hausse.

Alors que les profits capitalistes continuent d'augmenter, les fermetures d'usine, les licenciements se multiplient, même dans des entreprises qui se portent bien. Les salaires sont bloqués, les cadences augmentées. Les fins de mois difficiles sont le lot de la majorité mais les profits augmentent.

Le gouvernement PS, après celui de Sarkozy-Bertrand, a choisi son camp : celui des exploités. Aux travailleurs, il impose toujours plus de précarité, de flexibilité. Pour les patrons, notamment avec la loi Macron, il facilite le travail du dimanche, les licenciements, la remise en cause du droit du travail. Ces politiques ne font qu'augmenter le chômage ! Communistes, nous relayons la voix de ceux qui refusent de subir, qui, comme les Goodyear et les SAPAG à Ham, dénoncent les licenciements. Avec le vote communiste, exprimons notre ras-le-bol : lançons la contre-attaque !

2

POUR LA DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

ET DE L'HOPITAL PUBLIC

La population de l'Aisne, première victime de la casse de la Sécurité sociale
et du système de santé français

La région de Saint Quentin est une des moins bien dotées en médecins et paramédicaux de France : l'égalité d'accès aux soins pour tous est aujourd'hui gravement menacée par la multiplication des fermetures de services hospitaliers. Nous sommes face à une pénurie croissante de généralistes et de spécialistes. Les zones rurales sont les plus touchées mais les villes ne sont pas épargnées. La santé est devenue un luxe. Combien d'entre nous renoncent à se soigner, faute de mutuelle complémentaire, depuis les remboursements massifs de la Sécurité sociale ? L'INSEE vient de dévoiler des chiffres alarmants : pour la première fois en France depuis 1969, l'espérance de vie à la naissance baisse de 3,6 mois pour les garçons, 4,8 mois pour les filles ! Voilà les conséquences de 30 ans de casse sociale : les dirigeants qui font le choix de poursuivre dans cette voie sont des criminels !

Nos axes de bataille pour la santé, à l'Assemblée comme dans les luttes : il faut défendre et reconstruire un service public de santé et de proximité ; garantir l'accès de tous et toutes à la SANTÉ est un impératif d'intérêt général ; il faut sortir la SANTÉ des logiques de profits et de rentabilité ; il faut abroger la loi HPST dite « loi Bachelot » ; il faut supprimer les ARS (agences régionales de santé), la T2A (tarification à l'activité) qui n'est qu'une « marchandisation » du patient, les ordres professionnels, les honoraires libres, la privatisation de l'Hôpital public.

3

POUR UNE ÉDUCATION NATIONALE

AU SERVICE DU PEUPLE !

77.000 postes d'enseignants supprimés sous Sarkozy, Hollande a promis de les rétablir. 4 ans plus tard, il en manque les 3 quarts. Les conséquences sont cruels, manque de remplaçants, mauvaise prise en charge des élèves en situation d'échec scolaire ou de handicap, sur-effectif dans les classes, etc. En revanche, le PS s'est attaqué au fondement du système en remettant en cause l'égalité sur le territoire, les programmes, avec les « réformes » des rythmes scolaires et du collège. Contre l'instauration d'une éducation à deux vitesses, il faut agir ! A Saint-Quentin, les communistes se battent pied-à-pied contre les fermetures de classe et d'école, pour une augmentation des dotations scolaires (permettant l'achat de fournitures et de manuels), avec les enseignants et les parents en lutte.

Nous réaffirmons la nécessité d'un grand service public d'éducation nationale, pour tous, égalitaire, laïc et gratuit. Pour l'avenir de notre pays, pour nos enfants, les moyens doivent être à la hauteur de l'enjeu : embauche, formation et revalorisation salariale pour le personnel enseignant ; fournitures gratuites et accès au sport et à la culture pour les élèves.

4

TRANSPORTS PUBLICS : ASSEZ DE DÉGRADATION !

Le démantèlement de la SNCF se fait sentir dans l'Aisne particulièrement. Saint-Quentin-Creil-Paris : c'est retards, pannes, annulation de train tous les jours. Ce n'est pas la faute du climat mais de la politique de privatisation! Regardons le désastre en Grande-Bretagne !

Disons NON aux directives européennes de liquidation des monopoles publics que reprennent les gouvernements en France. Se déplacer, voyager, cela ne peut être qu'un service public entièrement nationalisé, au service de la population et non du profit.

Les cheminots, ceux de Saint-Quentin et de Tergnier, ont élevé la lutte contre la « réforme » ferroviaire en 2014. Les communistes sont les seuls à s'y être opposés avec eux. Usagers, soutenons la suite de leur bataille !

5

AVEC LES HABITANTS CONTRE LES HAUSSES DES LOYERS, CHARGES, TRAITES ET DES TARIFS PUBLICS

Le droit au logement est l'un des plus essentiels. Mais de plus en plus d'entre-nous n'arrivent plus à payer le loyer, les charges, les remboursements qui explosent. Les jeunes sont obligés de rester chez leurs parents, et de plus en plus de ménages, notamment de retraités appauvris par les gouvernements successifs, se retrouvent en situation d'expulsion. Cela doit cesser !

Imposons immédiatement :

- L'arrêt des expulsions locatives, des coupures d'électricité, de gaz et d'eau.
- Le gel immédiat des loyers sur tout le territoire, dans tous les secteurs locatifs.
- La construction de 250.000 logements véritablement sociaux par an.

6

STOPPER LES CADEAUX AUX ACTIONNAIRES !

L'ARGENT DOIT REVENIR A LA SÉCURITÉ SOCIALE, AUX RETRAITES

Le gouvernement multiplie les exonérations de cotisations sociales patronales et les réductions d'impôt pour les plus riches : ceux-là même qui licencient. Le soi-disant « pacte de responsabilité » transfère 41 milliards d'euros supplémentaires vers le profit capitaliste.

Avec le « Crédit d'impôt compétitivité » (CICE), le gouvernement offre 20 milliards d'euros par an aux patrons. Le CICE, c'est chaque année 180 millions d'euros pour Carrefour, 130 millions pour Sanofi, 100 millions pour Véolia, 100 millions pour PSA ... et la liste est longue, de ces entreprises qui licencient et empochent les aides publiques !

Au total, les exonérations d'impôts et de cotisations atteignent 220 milliards d'euros par an, bien plus que les « déficits » dont on nous rebat les oreilles. Et ces cadeaux au patronat, nous les payons cher sur notre santé, nos retraites, l'école de nos enfants.

Il faut abroger toutes ces mesures, qui ne créent pas un seul emploi mais remplissent les poches du CAC 40.

Redirigeons cet argent vers la Sécurité Sociale, vers les services publics, les vraies créations d'emploi !

7

POUR UNE AGRICULTURE AU SERVICE DES BESOINS POPULAIRES

La guerre économique portée par le capitalisme depuis 30 ans est en train de tuer notre agriculture et des centaines de milliers d'exploitants familiaux. La suppression, voulue par l'UE, des quotas sucriers en 2017 annonce une nouvelle étape de la casse de la filière sucrière si importante dans le Saint-Quentinois.

Pourtant, s'il est une activité où le rapport de force existe pour s'affranchir immédiatement de la politique de l'UE, c'est bien l'agriculture ! Elle concerne un besoin essentiel à tous. La souveraineté alimentaire ne devrait pas être négociable.

Les préoccupations écologiques exigent une agriculture libérée de la concurrence déloyale et du profit.

La consolidation, la reconstitution de nos filières agricoles demandent d'autres politiques. L'esprit des coopératives a été largement dévoyé, l'action du Crédit agricole encore davantage. Une intervention publique nationale et locale, en rupture avec la « PAC », est nécessaire. Sans parler de la perspective que nous défendons de la nationalisation de la grande distribution.

Organisons la solidarité avec les paysans en lutte et les ouvriers de l'agro-alimentaire !

8

CONTRE L'APPLICATION

DES DIRECTIVES EUROPÉENNES !

NATIONALISONS LES SECTEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE

L'Union Européenne et l'euro servent de prétextes et d'instruments aux plus importants reculs sociaux et démocratiques de l'après-guerre. Nos gouvernements sont responsables de leur mise en place.

Les directives européennes programment la casse de nos services publics, la concurrence de tous contre tous (y compris les travailleurs sous-payés « détachés »), l'accentuation des politiques antisociales. Pour nous, elles sont illégitimes : les travailleurs ont voté NON à la constitution européenne en 2005. Refusons d'en subir les conséquences !

Peu importe ces directives, exigeons des nationalisations démocratiques ! Sidérurgie, médicaments, énergie, chimie, aéronautique, transports, automobile, autoroutes font partie des secteurs clés à débarrasser des intérêts financiers, à remettre sous le contrôle de la Nation. Avec le vote communiste, en mars, faisons grandir cette exigence !

Cela ne peut plus durer. Le peuple, les salariés, doivent prendre le contrôle des secteurs clés de l'économie. Ceux-ci doivent être nationalisés ou renationalisés sans indemnités pour les gros actionnaires, gorgés d'aides publiques depuis tant d'années, voire par voie de réquisition.

*Nous avons voté NON au traité de Maastricht en 1992.
Nous avons voté NON à la constitution européenne en 2005.
Aujourd'hui, refusons d'appliquer les directives européennes !
Nationalisations démocratiques !*

9

CONTRE LES GUERRES IMPÉRIALISTES

ET LES INTERVENTIONS MILITAIRES À L'ÉTRANGER

Les capitalistes assoiffés de pétrole et de marchés à contrôler provoquent des interventions militaires dans le monde. Depuis 2011, sous les gouvernements Sarkozy puis Hollande, la France a suivi l'OTAN, l'UE et les USA dans 5 expéditions militaires désastreuses au Moyen-Orient et en Afrique: Libye, Mali, Centrafrique, Irak, Syrie. Ces opérations extérieures coûtent plus de 1,5 milliard d'euros par an et deviennent un prétexte aux coupes budgétaires.

Nous nous sommes opposés à toutes ces interventions. Au contraire des prétextes officiels, «défense de la démocratie», «lutte contre le terrorisme», elles n'ont qu'un seul but : permettre au CAC 40, à Total ou Areva, d'accaparer toujours plus de ressources naturelles et de contrôler des marchés toujours plus vastes. À chaque fois, le résultat est le même : destruction de régions entières, montée des groupes terroristes et exode, par centaines de milliers, de civils fuyant la guerre. Avec le vote communiste, disons non à ce système international !

10

CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE

ET LA PEUR ORGANISÉE

Quelques mois après les terribles attentats de Paris, le pouvoir, plus que jamais, cherche à cultiver la peur. Avec l'union nationale de tous les partis du système (FN compris) pour instaurer l'état d'urgence, ils prétendent museler tout débat démocratique et cultiver le climat de peur, pour mieux continuer les politiques impérialistes qui nous ont menés là. Il est urgent de couper tout appui aux régimes obscurantistes d'Arabie Saoudite et du Qatar qui financent le terrorisme.

Rejetons l'ensemble de cette politique : nos jeunes ont droit à un autre avenir que le chômage et la guerre !

Plus un seul soldat français hors de France !

En parallèle, le gouvernement veut étouffer les libertés démocratiques et criminaliser l'action syndicale. Les condamnations à des peines de prison ferme des salariés de Goodyear, en lutte pour leur emploi, rentrent dans ce dispositif de peur organisée.

Avec le vote communiste, refusons de courber l'échine!

Un soutien du Conseil national du PCF

Chers camarades du Saint-Quentinois, chère Corinne, cher Olivier,

Membres du Conseil national du PCF, nous tenons à apporter notre plein et entier soutien à vos candidatures pour la législative partielle des 13 et 20 mars 2016.

L'enjeu de cette élection n'est pas que local. **Xavier Bertrand a été l'un des plus sinistres ministres de Sarkozy**, dont l'action a été entièrement dirigée contre les droits des salariés et vers l'intérêt des patrons licencieurs. Il démissionne aujourd'hui après avoir été péniblement élu président de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie grâce à des voix de gauche contre un FN qui veut faire encore pire que lui en détournant les colères populaires vers la haine.

Vos candidatures n'en sont que plus importantes. Responsables du PCF à

Saint-Quentin, porte-parole de l'opposition municipale à Xavier Bertrand, vous animez les luttes essentielles : pied-à-pied contre les plans de licenciement, les fermetures de classe ou les expulsions locatives en impulsant de larges rassemblements avec les militants syndicaux, associatifs, avec les gens des quartiers et des villages. Il n'y a pas d'alternative politique hors de l'organisation des travailleurs et des premières victimes de l'exploitation. C'est bien la raison d'être de notre parti, le PCF, que vous portez haut et fort.

La « gauche » de gouvernement et ses alliés depuis 2012 derrière Hollande n'en finit plus de se discréditer en menant la politique la plus antisociale en complicité avec l'Union européenne des capitalistes, mondialement, dans la soumission à l'OTAN. A sa « gauche », **les combinai- sons politiciennes, comme la lamentable**

comédie des primaires, vont bon train pour cultiver de nouvelles illusions avant 2017. Le FN, le parti des millionnaires et technocrates, à commencer par les Le Pen et Philippot, sert à la fois d'épouvantail – réellement dangereux – et de diversion, renvoyant également tout vers 2017.

Il n'en est que plus important que les **«Voix de la Colère», le rassemblement sur les positions de rupture** portées par les communistes, s'appuyant sur les luttes du peuple, même les plus petites, les plus quotidiennes - de la porte de l'usine au centre social, du droit à se faire soigner au droit aux vacances - gagne en audience.

Voilà pourquoi, nous appelons à voter communiste le 13 mars dans le Saint-Quentinois, pour Corinne Bécourt et Olivier Tournay !

Emmanuel Dang Tran, Claude Fainzang, Eric Jalade, Dominique Negri,
Membres du Conseil national du PCF

Olivier TOURNAY

CONSEILLER MUNICIPAL PCF À SAINT QUENTIN

CANDIDAT REMPLAÇANT

Chômage, casse industrielle, précarité, bas salaires... La région de Saint Quentin est une des plus pauvres de France. Le Saint-Quentinois est dévasté par 30 ans de fermetures d'entreprises, de licenciements, de précarisation du travail. Le chômage s'est installé comme un cancer qui pourrit les relations sociales, qui détruit les familles, qui casse les vies.

C'est une véritable guerre que mènent les possédants contre les travailleurs. Personne ne peut se sentir à l'abri des

Les services publics, la sécurité sociale, le code du travail, tous nos acquis sociaux et démocratiques sont gravement mis à mal.

Au Conseil municipal de Saint Quentin depuis 2008, je porte haut la voix de la colère et des aspirations du monde du travail, face à Xavier BERTRAND, l'ancien ministre du Chômage de SARKOZY



(+750 000 chômeurs au cours de son mandat) qui poursuit localement son travail de casse sociale. Julien DIVE, son successeur désigné, marche dans ses pas. Fermer le ban.

Anne FERREIRA, la candidate du PS, vous appelait en 2012 à voter pour HOLLANDE «l'ennemi de la Finance».

Depuis, c'est encore 50 Milliards d'euros de nouveaux cadeaux au grand patronat, pris dans nos poches ! Quelle crédibilité apporter à ceux qui continuent de soutenir ce gouvernement antipopulaire ?

Le FN ? Sa démagogie sociale n'a qu'un but : servir de dépotoir à la légitime colère des

électeurs trompés et maintenant dégoûtés par la droite et la fausse « gauche », alimenter les divisions dans le monde du travail, y répandre le poison du racisme et de la haine. C'est le rôle que lui a assigné le système capitaliste, dont il est un des meilleurs agents. Leur candidate, la pharmacienne Sylvie SAILLARD, n'a rien de commun avec les travailleurs.

Le 13 Mars, soyez efficaces :

Utilisez le vote communiste !

Il faut faire entendre la voix des travailleurs à l'Assemblée Nationale ! **Chaque voix portée sur la candidature communiste de Corinne BÉCOURT sera un coup porté à la politique antisociale au service du MEDEF !**

COMME LES 120 COMMUNISTES QUI ONT LANCÉ CETTE CAMPAGNE
REJOIGNEZ LE COMITÉ DE SOUTIEN

PRÉSIDIÉ PAR JEAN-LUC TOURNAY

Secrétaire de la section de Saint-Quentin du PCF de 1994 à 2013. **Conseiller Régional de 2004 à 2010**
Ancien Secrétaire de la CGT à Nysam, usine de textile, licencié avec l'ensemble des salariés en 1994 suite à la délocalisation après 25 ans d'usine.

Nom - Prénom :

Mail / n° de tél :

Adresse :

Pour rejoindre le comité de soutien, envoyer vos dons* ou participer à la campagne, renvoyez ce coupon à l'adresse suivante ou contactez nous par mail ou téléphone.

* Le don donne droit à une déduction d'impôt à hauteur de 66% de celui-ci. Le chèque est à adresser au siège de campagne du PCF à l'ordre de : Suzanne Barbaux, mandataire financier.

Siège de campagne - 22, rue de la Pomme Rouge - 02100 Saint Quentin
Tél. : 03.23.64.12.71 - 06.26.09.26.48 - mail : corinnebecourt@gmail.com - www.pcf saintquentin.fr